

Journée d'étude organisée par le GEMDEV sur le thème :

Financement ou financiarisation du développement ?

Que se passe-t-il aux niveaux global et local ?

6 Novembre 2015, Paris

Les transformations dans le financement du développement ont fait l'objet d'analyses menées dans le cadre du GEMDEV depuis le début de la décennie 2010 dont les résultats ont été publiés dans plusieurs revues. A partir d'approches disciplinaires différentes telles que l'économie, la science politique ou encore la sociologie, les transformations analysées ont porté sur les cas de la France et du Canada dans les secteurs de l'agriculture et des mines ainsi que sur les rôles croissants des pays émergents (en particulier Brésil et Chine). D'autres questionnements davantage transversaux se concentraient en particulier sur les rôles croissants donnés au secteur privé dans le financement du développement. La plupart de ces travaux ont été menées en partenariat entre des chercheurs du GEMDEV, du CIRAD et du CIRDIS (Université du Québec à Montréal-UQAM), avec la collaboration de plusieurs doctorants.

Depuis le début de la décennie 2000, la structure du financement du développement se caractérise par une croissance très nette des apports privés (plus de 70% des financements totaux en 2013 contre 60% dix ans auparavant), une érosion relative (en particulier pour les pays les plus pauvres) des apports d'aide publique au développement (APD) bilatéraux des pays membres du CAD/OCDE et une croissance des flux financiers dans le cadre de la coopération Sud-Sud (malgré la difficulté de mesurer ces flux avec précisions).

Depuis 2014, au niveau de la gouvernance mondiale du financement du développement et en particulier de celle relative à l'APD une dynamique de discussion se construit pour à la fois préparer la conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement qui se tiendra en juillet 2015, après celle de Monterrey en 2002, engager le post-2015 sur ce que seront les Objectifs de développement durable (ODD) et préparer la conférence de Paris en décembre 2015 dite COP21 sur le changement climatique¹.

Les documents préparatoires² ainsi que les conclusions³ de la réunion à Haut niveau tenue à l'OCDE les 15-16 décembre 2014 donnent des estimations des besoins de financement dans

¹ Paugam A. et al. (sld), Regards sur la Terre, 2015, Construire un monde durable. Armand Colin

² Report of the Intergovernmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing. Final draft, 8 August 2014, United Nations

³ <http://www.oecd.org/dac/OECD%20DAC%20HLM%20Communique.pdf>.

le cadre du post 2015 qui se chiffrent en trillions⁴ de dollars, montants qui ne peuvent évidemment être financés par la seule APD mondiale dont le niveau oscille entre 130 et 140 milliards \$ et qui ne devrait guère augmenter à moyen terme selon les prévisions du CAD/OCDE ou des Nations Unies. Dès lors, résoudre l'équation du besoin de financement post 2015⁵ oblige à se tourner vers la mobilisation potentielle d'autres sources : l'épargne publique et privée mondiale serait de l'ordre de 22 trillions \$, les actifs financiers mondiaux de l'ordre de 218 trillions \$, sans oublier la mobilisation des ressources fiscales au niveau national, un appel au secteur privé avec l'émission obligataire, la lutte contre l'évasion fiscale (lutte contre les paradis fiscaux, lutte contre la surestimation des prix de transferts des entreprises multinationales, etc.), la mobilisation des ressources venant des fondations (la plus emblématique étant la fondation Gates) et enfin la mobilisation des ressources des pays émergents et en particulier celles de la Chine.

Dans ce contexte de recours massif à des sources de financement diversifiées, le rôle même de l'APD va changer. En effet et d'une façon globale l'APD est « pensée » dans sa capacité à mobiliser ces autres sources qui viendraient du secteur privé. L'APD doit en premier lieu avoir des effets de levier sur de futurs financements privés ; ces fonds d'APD doivent être « catalytiques » selon l'expression consacrée dans la littérature internationale. Ils pourront se concrétiser dans des fonds de garantie aux investissements privés ou publics nationaux, en finançant de l'assistance technique afin de monter des fonds d'investissements privés, de favoriser la mise en place de fonds d'investissements...

D'une façon générale les réflexions en cours mais aussi les orientations que l'on peut percevoir de ces changements globaux font apparaître un élément central : il s'agit de construire des instruments financiers, de construire une ingénierie financière. Ce « gouvernement par les instruments » construit la représentation sur le développement, son référentiel et son hypothétique solution. Hypothétique, car si la construction de cette architecture financière qui a le sceau des organisations internationales ainsi que des représentants des investisseurs privés (par l'intermédiaire des fonds d'investissement ou des représentants d'organisations interprofessionnelles notamment) permettra peut-être une mobilisation croissante de ressources financières (ce qui en soit est un élément positif), quel « atterrissage » peut-on envisager de ces montages au niveau local à savoir dans les pays récipiendaires ?

⁴ 1 trillion = 1000 milliards de dollars.

⁵ On pourra se reporter aux documents publiés en 2014 dans le cadre de quatre séminaires qui se sont tenus à Paris et initiés par la fondation Gates. Voir notamment :

Tancrede Voituriez (Iddri et Cirad), Thierry Giordano (Cirad), Matthieu Boussichas (Ferdi)

Les défis du développement après 2015 : quelles implications pour l'aide publique au développement? IDDRI, Policy Brief, n°07/14 mars 2014

. Document de cadrage de l'atelier IDDRI-CIRAD-FERDI-GATES : «L'APD française et l'agriculture», Jean-Jacques Gabas, Vincent Ribier, Thierry Giordano (Cirad), Tancrede Voituriez (Cirad et Iddri), Sébastien Treyer (Iddri), 27 Janvier 2014

La journée d'étude du 6 novembre 2015 organisée par le GEMDEV cherchera à instruire dans un premier temps ces changements de référentiels que l'on perçoit assez nettement dans plusieurs pays ainsi qu'au niveau de la gouvernance mondiale du financement du développement et dans un second temps l'impact de ces changements dans le domaine de l'agriculture. Voir le préprogramme ci-dessous, avec des thématiques renvoyant à des questions plus précises.

Introduction à la problématique générale

Le changement dans l'architecture internationale du financement du développement. Que nous apporte la conférence d'Addis-Abeba ?

La nouvelle architecture du financement du développement n'occulte-t-elle pas la réflexion sur les enjeux de développement auxquels l'Afrique sub-saharienne est confrontée ?

La financiarisation du développement vue de France

Financement ou financiarisation du développement dans le domaine agricole

Comment ce référentiel entre-t-il en action dans les pays : premières tendances suite à trois études de cas du financement de l'agriculture en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal.

L'atterrissage de cette architecture dans les pays : la perception par les organisations paysannes.

Financement ou financiarisation du développement dans le domaine agricole

La financiarisation de l'agriculture en Afrique du Sud.

Peut-on parler de nouveaux paradigmes de développement avec la présence des pays émergents ? Le cas du Brésil en Afrique sub-saharienne.

Le cas de la Chine en Afrique sub-saharienne.

L'atterrissage de cette architecture dans les pays : les orientations de la microfinance. Se dirige-t-on vers une financiarisation des Institutions de microfinance (FMI) ?

Conclusions de la journée

Parmi les intervenants pressentis :

*Marcel BURSTYN**, Université de Brasilia

Bonnie CAMPBELL, CIRDIS, UQAM

François DOLIGEZ, IRAM

Jean-Jacques GABAS, CIRAD, UMR ARTDev, Président d'honneur du GEMDEV

Thierry GIORDANO, CIRAD

Mamadou GOITA, Université de Ouagadougou, Burkina Faso et Directeur de l'IRPAD, Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives de Développement en Afrique, Bamako Mali ;

John O. IGUE, Président du LARES, professeur émérite de l'Université Abomey-Calavi, Cotonou, Bénin

Pierre JACQUEMOT, Président du GRET

*Philippe JAHSHAN**, Président de Coordination Sud

Amadou KEITA, GERSDA, Faculté de droit et de Science politique, Université de Bamako, Mali

Bruno LOSCH, CIRAD

Vincent RIBIER, UMR ARTDev CIRAD

Alix TOUBLANC, Université Paris 1, Présidente du GEMDEV

Tanocrède VOITURIEZ, IDDRI

*Weiyong YANG**, University of International Business and Economics, School of International Trade and Economics, Beijing

Alphonse YAPI-DIAHOU, Professeur de géographie, Université Paris 8, Vice-président du GEMDEV

**En italiques, sous réserve de confirmation*